

Italie, 158% de dettes sur PIB !

Dans cet article de l'AFP que l'on peut retrouver sur le site Boursorama.com ici, nous apprenons au détour du blabla concernant les désaccords politiques italiens sur leur propre plan de relance quelques perles économiques qui méritent d'être relevées et pointées du doigt !

L'Italie adopte un plan de relance mais le gouvernement risque d'implorer

C'est le titre de l'AFP au sujet de ce qui se passe chez nos amis transalpins.

Figurez-vous que les partis politiques de la botte ne seraient pas d'accord entre eux, ce qui est tout de même une constante historique depuis 1945 où tous les 6 mois ou presque l'Italie change de gouvernement.

Nous en sommes donc au stade où le gouvernement italien vient d'adopter un plan de relance de 222,9 milliards d'euros pour remettre à flot une économie mise à mal par la pandémie de coronavirus.

Vous remarquerez au passage que le plan de relance français n'est « que » de 100 milliards d'euros.

Si tout le monde, non pas tout le monde, disons si certains se sont demandés où nous allions trouver les 100 milliards, il est raisonnable de se poser également la question pour l'Italie.

Et la réponse d'un côté comme de l'autre des Alpes est la même sur les marchés !

France comme Italie nous allons emprunter de l'argent que nous n'avons pas, pour relancer des économies que nous continuons à maintenir fermées ce qui est un tantinet contradictoire.

Espérer des effets d'un plan de relance lorsque la crise sanitaire et les restrictions de circulation ne sont pas terminées me laisse assez pantois, mais tout dans cette crise peut nous laisser pantois !

Avec ce qu'il se passe et c'est l'autre information très importante, l'Italie va se retrouver au moins avec 158 % de dette sur PIB, juste derrière la Grèce !

« Et le plan de relance risque d'alourdir la dette colossale de Rome, qui devrait atteindre 158 % du PIB, le deuxième ratio plus élevé dans la zone euro derrière Athènes »

La France à 120 %, l'Italie à 158%, l'Allemagne, elle, à 75%, la Grèce, n'en parlons pas.

Si la Grèce était sauvable, parce que son PIB est faible eu égard à la taille de celui de la zone euro, il n'en est pas de même de l'Italie.

Avec de telles divergences, les problèmes politiques ne resteront pas encore très longtemps uniquement cantonnés à la classe politique italienne. Cela va devenir un sujet européen, et il n'est pas dit que l'Allemagne accepte sans contreparties, très difficiles socialement à supporter, de payer sans fin pour toutes les cigales européennes du sud, France incluse.

Restez à l'écoute.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !